

OFFICE DU CHEMIN DE FER TRANSCABONAI

O. C. T. R. A.

-:-:-

RAPPORT SUR LES POSSIBILITES  
DE RECRUTEMENT DE MAIN D'OEUVRE LOCALE  
POUR LA CONSTRUCTION DU TRANSCABONAI

:-:-:-:-

BOUET

Claude ~~SUERGA~~

Géographe

Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer

Centre de LIBREVILLE

Juillet 1973

~~C. SIBOGA~~  
BOUET  
Géographe  
Centre CRSTOM

LIBREVILLE

RAPPORT SUR LES POSSIBILITES  
DE RECRUTEMENT DE MAIN-D'OEUVRE LOCALE  
POUR LA CONSTRUCTION DU TRANSCABONAI

-:-:-:-

Le problème posé par le recrutement d'une main-d'oeuvre locale s'élevant à 3.000 individus est délicat à résoudre, du fait de la faiblesse de la population gabonaise (518.000 habitants au dernier recensement de 1970), des conditions dans lesquelles ce recrutement est susceptible d'être réalisé, des considérations économiques et sociales subséquentes à la création d'un nouveau contingent de consommateurs potentiels.

Il est une façon-absurde ou facile-de nier le problème : se procurer la main-d'oeuvre par un recrutement coercitif ou par l'appât de salaires nettement substantiels, supérieurs aux salaires moyens pratiqués actuellement. Une telle politique viserait à désorganiser à brève échéance l'économie du pays et semble exclue à priori. Il s'agit donc de trouver des travailleurs volontaires, embauchés aux conditions en vigueur sur le marché du travail. Il ne peut donc s'agir que de travailleurs actuellement en chômage ou de travailleurs indépendants qui délaisseraient le secteur de l'économie où ils évoluent pour se reconverter dans le secteur salarié.

Ces considérations limitent singulièrement le champ d'action du recrutement de cette main-d'oeuvre.

Sur le plan du raisonnement théorique, nous nous en tiendrons à quelques sources statistiques diverses que nous compléterons par des informations recueillies à travers le pays aussi bien auprès des responsables de la main-d'oeuvre et de l'emploi, que de certaines entreprises industrielles importantes susceptibles de fournir des indications significatives sur le mouvement de leur main-d'oeuvre, ou des villages "de brousse" où il était nécessaire de se rendre compte comment serait accueillie la perspective d'un recrutement pour une entreprise aussi particulière que la construction d'un chemin de fer.

.../...

## I - Les diverses enquêtes statistiques -

Une première approche des difficultés de ce recrutement peut-être perçue par la faiblesse de la population face au chiffre relativement élevé des salariés actuels. Le Gabon compte environ 71.000 salariés (soit 1 salarié pour moins de 8 habitants), compte tenu d'un nombre relativement imprécis de 2 à 3.000 gens de maison. Il faudrait leur adjoindre, en plus de quelques travailleurs urbains indépendants (transporteurs, maçons, commerçants etc....) 20.000 coupeurs libres environ, travailleurs non salariés, dont le statut mal défini, permet de les comptabiliser à la fois comme agriculteurs et comme bûcherons. Cependant, tout comme pour les salariés, il s'agit d'actifs au sein desquels seront recrutés les futurs travailleurs du chemin de fer.

La population active gabonaise masculine (comprise entre 20 et 55 ans) dépasse à peine 109.000 individus .

	Actifs (20-55 ans)	Total
- Population urbaine	40.926	164.432
- Population des chantiers	8.880	24.494
- Population rurale	59.963	327.958
<u>Total</u> :	109.769	516.884

En dehors de Libreville, le recrutement devra nécessairement s'opérer en milieu rural. Il est intéressant de connaître comment se décompose selon les régions, la population masculine du secteur agricole :

<u>Régions</u>	<u>Agriculteurs</u>
Estuaire	13.925
(Libreville)	752
Woleu Ntem	3.349
Ogooué Maritime (Port Gentil)	6.143
Ogooué Lolo	581
Ogooué Ivindo	6.413
Nyanga	3.897
N'gounié	10.236
Moyen Ogooué	4.738
Haut Ogooué	4.569
	5.410
<u>Total Gabon</u> .....	59.913

Une première remarque s'impose : le dénombrement de la population agricole masculine générale correspond presque exactement à celui des actifs ruraux de 20 à 55 ans. Il ne faut pas en conclure pour autant qu'une population jeune et active reste encore attachée à la terre ce qui serait parfaitement inexact. Parmi la population masculine agricole recensée, une bonne proportion d'agriculteurs est âgée de plus de 55 ans, spécialement dans le Woleu N'Tem parmi les planteurs de cacao.

En second lieu, il faut souligner l'évolution subie par la population masculine depuis la date du recensement, en 3 années. Le phénomène migratoire continue à s'accélérer vers les villes, et compte tenu du fait que 20.000 coupeurs libres, ainsi que nous l'avons indiqué, sont catalogués comme exploitants agricoles, à l'heure actuelle les actifs ruraux liés à l'agriculture ne dépassent pas 40.000 individus. Cette proportion est très faible, l'économie agricole atteignant un seuil critique, car l'agriculteur gabonais reste un très petit producteur. Si un contingent important d'actifs agricoles était brutalement enlevé à la terre, ceux-ci se transformant aussitôt en consommateurs, l'économie vivrière connaîtrait certainement une crise catastrophique au Gabon.

Un second test d'approche a été réalisé pour situer sur le plan de l'âge et du nombre, la main-d'oeuvre flottante ou non employée susceptible de s'embaucher au Transgabonais. Pour cela, nous avons systématiquement dépouillé les registres du conseil de révision militaire de 1967 à 1973 soit 7 années. Il s'agit de jeunes gens uniformément âgés de 20 ans l'année de leur recensement, ou bien si l'on préfère, âgés de 20 à 26 ans à l'heure actuelle. L'ensemble porte sur 3.571 individus et se décompose de la façon suivante :

Répartition des jeunes par profession et par année de recensement :

Profession	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	Total
Employés	73	103	106	84	108	132	157	763
Scolaires	9	51	57	141	75	138	119	590
Sans emploi	260	349	339	368	436	255	211	2218
Total Gabon	342	503	502	593	619	525	487	3571

.../...

Répartition des jeunes sans emploi par année et par région :

Région	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	Total
Estuaire	35	49	15	44	128	52	40	363
Haut Ogooué	74	66	26	71	86	53	28	404
Moyen Ogooué	2	4	26	14	20	2	6	74
N'gounié	39	37	63	51	96	63	52	401
Nyanga	19	15	4	30	1	16	8	93
Ogooué Ivindo	25	38	27	29	14	20	10	163
Ogooué Lolo	15	11	39	39	38	22	23	187
Ogooué Marit.	8	31	34	30	17	11	12	143
Woleu Ntem	43	98	105	60	36	16	32	390
Total	260	349	339	368	436	255	211	2218

En raisonnant de façon abstraite, on pourrait avancer, que plus de 2.000 jeunes gens entre 20 et 26 ans seraient sans emploi. Certes ceci est faux car, en dehors des individus recensés la dernière année (1973), les autres ont pu depuis longtemps rechercher et trouver un emploi. Toutefois ce chiffre a une valeur indicative, prouvant que d'une façon permanente au Gabon un volant de 2.000 à 2.500 personnes sont sans emploi, soit qu'elles en recherchent un et ne soient pas satisfaites, soit qu'elles ne désirent pas travailler pour un salaire.

Un dernier indicatif chiffré essayera de cerner le volant des chercheurs d'emploi, terme qui englobe les chômeurs.

Nous avons procédé, en recherchant systématiquement les listes des chômeurs dans les divers services de la main-d'oeuvre du pays.

Hélas, en dehors de Libreville de Franceville et d'Oyem, les demandeurs d'emploi n'existent pas, ou du moins ne se présentent pas à l'inscription sur les registres de Services de Main-d'oeuvre, préférant la plupart du temps se débrouiller eux-mêmes. Ce qui prouve la facilité

avec laquelle il est permis de trouver un emploi au Gabon et corrélativement souligne la demande permanente de main-d'oeuvre autrement dit un marché du travail largement ouvert.

A Franceville entre le 1er janvier et le 30 avril 1973, 100 personnes se sont inscrites sur les registres d'emploi du Service de la Main-d'oeuvre. Sur ce nombre, 40 manoeuvres dont 16 du bâtiment. Au 31 mai, 37 demandes seulement n'étaient pas encore satisfaites.

Les renseignements concernant Libreville sont plus détaillés. Il faut noter que, dans ce cas, sans être généralisée, la référence du Service de la main-d'oeuvre est plus courante que dans le reste du pays.

Les renseignements portent sur 1 an (du 1/4/72 au 31/3/73) pour les demandeurs masculins :

: Demandes d'emploi	: Total	: dont manoeuvres
: Présentées	: 2.632	: 663
: Satisfaites	: 1.812	: 591
: Non satisfaites	: 820	: 72

On constate par ces chiffres que la demande de main-d'oeuvre est plus forte que la demande d'emploi, les demandes non satisfaites n'atteignent pas 30 % des demandes présentées. Les manoeuvres sont plus sollicités que la moyenne des demandeurs d'emploi. Compte-tenu des chiffres comptabilisés évalués à 50 % de la réalité ; compte tenu du fait qu'un même demandeur d'emploi peut se faire enregistrer plusieurs fois au cours de la même année après plusieurs vaines tentatives d'embauche, on ne peut guère envisager une main-d'oeuvre flottante supérieure à 1.000 individus.

## II - Les enquêtes directes d'évaluation auprès des Services régionaux de main d'oeuvre -

En dehors de Libreville, les estimations maximales par région sont variables mais en général faibles :

Haut Ogooué .....	700
Ogooué Lolo .....	600
N'gounié .....	120
Nyanga .....	50
Moyen Ogooué .....	50
Ogooué Ivindo .....	70
Ogooué Maritime .....	? (1)
Woleu Ntem .....	entre 400 et 1400

(voir appendice p. 14)

(1) - Il est regrettable que la Direction de l'OCTRA n'ait pas jugé utile qu'une mission soit effectuée dans l'Ogooué Maritime pour une prise de contact avec les entreprises et les responsables de la main-d'oeuvre de cette région fortement attractive.

L'ensemble des régions totalise un maximum de 2.000 travailleurs, plus un millier à Libreville soit 3.000 individus environ. C'est dire qu'on obtient péniblement le chiffre des 3.000 unités requises. Il est bien entendu qu'il faut compter uniquement sur de la main-d'oeuvre banale. Les foyers où la main-d'oeuvre potentielle pourrait être recrutée en un nombre relativement élevé sont Franceville, Moanda, et loin derrière, Lastourville.

Des phénomènes particuliers apparaissent :

1) Dans l'Ogooué Lolo et la N'gounié, la C.F.C. de Port-Gentil a recruté vers mars-avril 1973, 180 manoeuvres dont 30 à Lastourville, ce qui appauvrit d'autant le potentiel local actuel. Cette région passait récemment encore pour l'un des derniers "réservoirs" de main-d'oeuvre gabonais.

2) Toujours dans l'Ogooué Lolo, 600 travailleurs potentiels, en chômage latent dans la région de Koula-Moutou sont tous mobilisés actuellement et jusqu'après les fêtes de l'Indépendance de 1974, par les multiples chantiers de construction ouverts à Koula-Moutou par la SCACO. Le Préfet de l'Ogooué Lolo pense d'ailleurs, qu'à un stade plus avancé des travaux, cette main-d'oeuvre locale en partie écrémée par le recrutement de la C.F.C., sera insuffisante et qu'il lui faudra s'adresser aux régions voisines.

3) Les travaux de construction de la route Oyem-Lastourville doivent être achevés le 31 août 1973 et le groupe Razel-Secrac-Grün-Belfinger est déjà entré dans la voie du licenciement progressif des 240 employés de ce chantier. La Razel conservant un noyau de ses meilleurs éléments, environ 200 individus seront remis prochainement sur le marché du travail, habitués à des travaux identiques à ceux qui pourraient leur être demandés pour la construction d'une voie ferrée.

Ainsi le chiffre de 3.000 travailleurs non qualifiés potentiels est purement indicatif. Nous sommes amenés à penser qu'un recrutement exécuté à l'heure actuelle, sans aucune préparation publicitaire ne fournirait pas plus de 25 % du total annoncé, soit 700 à 750 travailleurs au maximum. Il convient de souligner les motifs de cette hypothèse.

### III - Les réactions psychologiques et le comportement des populations de l'intérieur -

1) La première considération négative vis-à-vis du futur Transgabonais est le constat, en dehors des villes, d'une impopularité générale et profonde à l'égard du projet. Dans les villages parcourus, aucun homme valide déjà rompu au travail salarié des villes ou des chantiers ne s'est déclaré favorable à un recrutement éventuel. Dans certains cas il nous a été déclaré que les gens "fuieraient en brousse"

à l'annonce du recrutement. Certains villages nous ont accueilli avec une visible inquiétude à l'annonce de notre investigation. Les diverses autorités préfectorales consultées à ce sujet n'ont jamais démenti une telle situation et toutes ont approuvé le fait qu'elle soit générale. Certaines, au même titre que nous-mêmes, ont été surprises de le constater et l'une d'elles a adressé à ce sujet une note aux autorités gouvernementales.

Cette impopularité et cet "antagonisme" au projet du Transgabonais trouve ses sources dans les péripéties multiples de la construction de l'Océan-Congo entre 1921 et 1932 où le recrutement forcé de travailleurs ainsi que les conditions particulièrement pénibles et défectueuses du travail dans le secteur du Mayombe entraînèrent un nombre élevé de décès, ce qui a laissé dans tous les pays où s'est étendu le recrutement, l'image d'Epinal tenace d'un cadavre par traverse posée. Le Cabon dont la main-d'oeuvre était alors sollicitée par les chantiers forestiers fut, des 4 territoires d'Afrique Centrale, le seul à l'écart de ces fournitures de main-d'oeuvre, excepté le Haut Ogooué à partir de 1926 (1). Cependant en dépit de cette relative préservation, et en dehors du Haut Ogooué lui-même, le souvenir reste vivace et l'antagonisme profond. Ce phénomène n'est pas particulier au Cabon : dans tous les pays où un chemin de fer a été mis en place, celui-ci reste synonyme de travail forcé et toute référence qui y est faite, est accueillie encore avec hostilité (cas de l'Abidjan-Niger en Côte d'Ivoire et des Mossi de Haute Volta).

Sans doute le pays ayant acquis son indépendance et la perspective terrifiante du "recrutement" s'étant depuis longtemps éloignée, serait-il possible de battre en brèche ce comportement défensif des populations concernées. Il serait fortement souhaitable qu'une campagne nationale d'information et de propagande explique ce qu'est un chemin de fer, son utilité, pourquoi on doit le construire et surtout comment on le construira. Peut-être la confiance reviendrait-elle, et les travailleurs se présenteraient en nombre plus élevé. Cependant, un second facteur, sans aucune relation avec le premier, interviendrait sans doute pour contrecarrer cet hypothétique élan.

2) Le désir de sédentarisation des actifs résiduels ruraux. Les hommes valides (statistiquement classés "actifs") que l'on peut trouver encore dans les villages sont, dans presque tous les cas d'anciens émigrés, certains revenus "respirer" au village après une absence prolongée, ou encore maintenus sur place par le décès d'un parent, la migration d'un frère ou d'un oncle, pour "garder" la famille étendue, l'adulte régnant alors sur une cohorte de femmes et d'enfants en bas âge ou scolarisés dans le primaire. Cette image est assez générale et peu de villages peuvent se vanter de réceler un adulte "actif" n'ayant jamais migré. Rares sont ceux parmi les villageois de la moitié est du Cabon qui n'ont pas tenté l'aventure vers Fort-Centil. Souvent ils ne reviennent dans leur région natale qu'attirés par les deux gros pôles industriels de Mounana et Moanda ouverts depuis une dizaine d'années.

.../...

(1) - Gilles Sautter : Notes sur la construction du chemin de fer Congo-Océan (1921-1934). Cahiers d'Etudes Africaines, volume VII 1967, p.219-299.



Qu'un chantier s'ouvre au sein de leur région, à proximité de leur village, et ces hommes peuvent accepter de prêter leur concours. Revenus au village pour une activité bien précise, ils ne pourraient accepter facilement de s'expatrier à nouveau. Or, le Transgabonais traverse une région pratiquement inhabitée. C'est la raison pour laquelle en dépit d'un certain potentiel existant dans l'intérieur du pays, il ne faudra guère compter mobiliser l'ensemble de cet effectif, car il s'agit d'actifs résiduels ayant une position sociale bien déterminée, "de gardiens de famille", ou de terre (planteurs).

3) Dans la région agricole du Woleu N'Tem, il serait peu judicieux de recruter les rares jeunes hommes encore occupés par les plantations cacaoyères, plus généralement entretenues et récoltées par des planteurs âgés, ayant dépassé 45 ans. Ce serait miner une région où un effort agricole assez net porte ses fruits, puisque la production cacaoyère s'est élevée ces dernières années à 4.200 tonnes de cacao.

En définitive, il résulte de ces considérations qu'il est difficile de recruter dans le cadre national, l'ensemble des 3.000 salariés qui participeront à la construction du Transgabonais.

#### IV - Bilan, perspectives, propositions et mises en garde -

De ce qui précède, il découle que la main-d'oeuvre qui aura la charge de la construction du Transgabonais ne peut être recrutée ni dans la zone parcourue par la voie ferrée (comme ce fut le cas pour la partie brazzavilloise du Congo-Océan) ni même dans le contexte gabonais.

Le recours à la main-d'oeuvre étrangère s'avère indispensable, aussi bien sur le plan de la main-d'oeuvre banale que de la main-d'oeuvre qualifiée.

1) Dans le cadre d'un recrutement de main-d'oeuvre contractuelle, il est nécessaire de prévoir un contingent mobile de roulement en relation avec les départs en fin de contrat et les nouvelles arrivées de contractuels, évalué à 100 % des effectifs permanents (congés, maladies, indisponibilités en tous ordres). Par conséquent, en prévision d'un recrutement qui ne fera en aucune manière appel à la contrainte, et pour que ne se renouvellent point les erreurs et les échecs d'expériences antérieures, il est nécessaire de faire appel au plus petit nombre de foyers ethniques possible. Il s'agit de choisir une ethnie pouvant assumer à elle seule et facilement, la charge d'une importante hémorragie de travailleurs.

2) Une migration de masse radicalement coupée de ses bases, ne pouvant conduire qu'à un échec certain, il est nécessaire de penser à un recrutement de travailleurs dont le pays d'origine ne soit pas en solution de continuité avec le pays d'accueil.

.../...

3) Cette migration ne doit pas faire appel à des groupes de célibataires isolés mais pensée comme un recrutement familial où le travailleur est amené avec sa famille de son lieu d'origine à son lieu de travail et vice-versa. Cela pose un problème majeur de prix de revient d'autant plus élevé que le recrutement s'effectue dans des régions plus éloignées du Gabon.

4) Le problème alimentaire doit être pensé longtemps à l'avance pour tenir compte des habitudes de populations concernées. Il sera plus ou moins difficile à résoudre selon l'ethnie dont le recrutement sera envisagé. D'une façon générale, les conditions de production et de transport des produits vivriers locaux sont difficiles. Le Gabon en produit peu, et ces produits sont très chers et très spécialisés : Bananes et manioc en constituent l'essentiel. Il ne fait aucun doute qu'un apport de main-d'oeuvre nouveau, donc un supplément de population important déclencherà une grave crise de ravitaillement vivrier. Créer des plantations dans la zone de la voie ferrée longtemps avant le début des travaux est un impératif devoir. Cependant, cette oeuvre pionnière pourrait être continuée après le déclenchement de la migration par des individus de l'ethnie choisie pour les travaux, ceux-ci servant le chemin de fer soit comme travailleurs salariés, soit comme planteurs libres à la seule condition de produire et de vendre leurs produits aux premiers. Il s'agirait de trouver une ethnie pouvant fournir des travailleurs et des cultivateurs en milieu forestier, chez qui le problème de l'adaptation serait facile. Par contre, une ethnie choisie en milieu de savane (alimentation traditionnelle en mil ou riz) devrait nécessairement traverser une période d'adaptation avec tous les problèmes connexes de circonstance : importation de céréales adaptées (le Gabon produit actuellement du riz en quantité à peine suffisante à sa consommation), de poisson salé ou de viande, difficile composition des rations alimentaires, maladies dues aux variations climatiques, etc...).

Tous ces phénomènes liés à la situation forestière et au sous-peuplement du Gabon, nous amènent à un choix ethnique limité.

### I - Les Bamiléké (Cameroun de l'Ouest)

Recruter la main-d'oeuvre au sein de cette ethnie réunirait la plupart des avantages ci-dessus énoncés à savoir :

1) Aucun problème du nombre. Le pays bamiléké (1.100.000 habitants) est un profond réservoir où la densité varie de 80 à 320 habitants/km<sup>2</sup>, où l'on peut également trouver de la main-d'oeuvre qualifiée et semi qualifiée.

2) Outre ses qualités de sérieux, de dynamisme, de travailleur acharné, et du sens des responsabilités, le bamiléké est à l'origine un homme de la montagne et de la forêt. Agriculteur acharné il a contribué à faire très fortement reculer cette dernière, jusqu'à sa quasi disparition. C'est donc un expert dans la culture du café arabica, mais aussi du maïs, de la banane et du manioc, ainsi que des fruits domestiques dont il est consommateur au même titre que le gabonais. Son adaptation à la grande forêt gabonaise ne présenterait aucune difficulté.

3) Facteur psycho-social important, la bamiléké est connu au Gabon. Souvent confondu avec d'autres ethnies du Cameroun sous le vocable général de "haoussa" il est à l'heure actuelle surtout présent dans les villes et donc plus connu au Gabon sous son aspect de commerçant urbanisé, de transporteur ou d'homme d'affaires que de travailleur manuel. En dehors de plusieurs centaines de bamiléqués domiciliés à Libreville, on ne rencontre que quelques individus dans des emplois d'encadrement de certains chantiers forestiers, tous hautement appréciés. Autrement dit, l'émigration spontanée au Gabon n'a touché jusqu'ici qu'une catégorie très précise d'individus.

L'implantation relativement importante et ancienne des Bamiléqués au Gabon -facteur positif- préfigure qu'une migration provoquée de grande envergure ne pourrait aller dans le sens d'un échec, du fait de la connaissance réciproque des ressortissants des deux pays, à moins que ne se greffent d'autres considérations autres que scientifiques... (le librevillois considère parfois le commerçant ou le taxiteur bamiléqué nanti, avec une certaine jalousie ou envie).

5) Le phénomène essentiel qui conduirait au succès de cette migration serait certainement le fait qu'elle ne serait pas coupée de ses sources et que des liens permanents seraient tissés entre la région de Bafoussam et le Gabon par une circulation continue de voyageurs. On retrouverait au Gabon le phénomène ivoirien de la migration "vossi" (voltaïque), dont le mécanisme parfaitement au point, concourt en grande partie au "miracle économique" de la Côte d'Ivoire. Aucun problème d'éloignement. La distance Bafoussam-Libreville par Bafia, Yaoundé, Oyem et Médouneu est d'environ 1.220 Kms soit une distance équivalente à celle de Libreville aux postes les plus éloignés des marges orientales gabonaises par Mimongo et Lastourville.

Par exemple :

Libreville-Léconi par Koula-Moutou et Franceville	:	1.204 Kms
Libreville-Okondja	" "	1.283 Kms

En somme le prix de revient d'une main-d'oeuvre recrutée en pays bamiléqué ne serait guère plus élevé que si elle l'était dans le cadre autochtone en des cantons marginaux du Haut-Ogooué, seuls foyers gabonais susceptibles de rassembler encore une main-d'oeuvre potentielle.

6) En dernier lieu, il conviendrait d'évoquer le problème linguistique. Le Bamiléqué n'est pas gêné sur ce plan en arrivant au Gabon. En dehors du français, le haoussa langue véhiculaire est parlé en tous lieux au même titre que le dioula dans l'Afrique de l'Ouest.

En résumé, le recours à la main-d'oeuvre bamiléqué constituerait la solution idéale si elle ne se heurte pas à des considérations psychologiques locales.

.../...

## II - Les Mossi (Haute Volta)

Les Mossi, groupe voltaïque dominant, présentent à leur avantage certaines caractéristiques identiques aux Bamiléké. Cependant leur localisation géographique au sein du monde africain de l'ouest, enlève de leur intérêt dans la perspective d'une migration de travailleurs en direction du Gabon.

Leurs atouts sont les suivants :

1) Un très puissant réservoir de main-d'oeuvre habituée à l'émigration, essentiellement vers la Côte d'Ivoire et dans une proportion plus faible le Ghana (1). Cette migration est l'un des facteurs de succès de l'économie agricole ivoirienne (2).

2) Le Mossi fait preuve de grandes qualités de travail, et bien qu'il soit originaire de pays de savane, l'adaptation aux conditions de vie en zone forestière, où, à défaut de mil et de fonio, il cultive le riz pluvial et s'adonne rapidement à la culture de la banane et du manioc.

3) Essentiellement agriculteur dans son pays d'origine, le Mossi s'adapte bien à d'autres modes de travail, mais il reste avant tout un manoeuvre. La main-d'oeuvre qualifiée ou semi qualifiée est plus faiblement représentée. La migration de travailleurs mossi vers le Gabon poserait cependant de sérieux problèmes :

a) elle serait très coûteuse, du fait de la distance terrestre à parcourir de la Haute Volta jusqu'à Abidjan, port d'embarquement et du trajet maritime non négligeable, surtout si elle s'accompagnait d'une migration familiale. De plus, les délais d'acheminement seraient très longs (par voie terrestre et maritime naturellement).

b) elle serait coupée de ses sources, phénomène induit du premier, et la libre circulation des individus serait nettement entravée, voire impossible ou du moins réglementée, alors que le succès de la migration vers la Côte d'Ivoire réside dans l'absence totale de cette entrave. (Nombreux sont les jeunes mossis qui "descendent" en Côte d'Ivoire à pied et retournent en taxi-brousse, une fois qu'ils ont réalisé des économies).

.../...

---

(1) - Nous avons étudié le phénomène migratoire en Basse Côte d'Ivoire forestière, à propos de deux terroirs de plantations, dans un ouvrage en cours de publication dans l'Atlas des structures agraires au Sud du Sahara: "Betté et Akiékrou : deux terroirs en zone forestière éburnéenne".

(2) - lire l'ouvrage de Raymond Deniel : De la savane à la ville. Aubier éd. 1968.-223 p.

c) Le Mossi parlant peu le français, la langue véhiculaire, le dioula, n'étant pas parlée en Afrique centrale, il est à craindre que des problèmes d'adaptation linguistique soient à redouter au moins dans la période initiale de l'immigration. Dans la perspective d'une formation professionnelle accélérée préliminaire de certains individus, cette lacune constituerait un obstacle supplémentaire.

d) en dernier lieu, il n'est pas exclu de penser que les responsables d'un recrutement de main-d'oeuvre mossi ne se heurteraient pas au même phénomène d'impopularité du projet rencontré au Gabon même, et ceci pour des raisons identiques. Les Mossi ayant la possibilité du choix, refuseraient peut être catégoriquement ce qu'ils considéreraient comme une "déportation" vers un pays lointain pour exécuter des tâches semblables à celles qui ont laissé de si profonds et déplaisants souvenirs à leurs pères, lors de la construction de l'Abidjan-Niger (1).

En conséquence, la migration mossi pourrait être envisagée comme une solution de rechange en cas d'impossibilité d'envisager de faire appel aux Bamiléké.

### III - Les Ouolof - (Sénégal)

Les mêmes types de remarques sont d'une façon générale applicables aux Ouolof comme aux Mossi, opposés d'autre part par un grand nombre d'autres particularités dont il n'est pas à tenir compte dans le cadre d'une migration de travailleurs non-agricoles. Cependant les Ouolof, gens du mil et de l'arachide, subiraient au Gabon une adaptation alimentaire difficile, car en dehors de l'arachide produite localement en trop faible quantité pour constituer une nourriture de base, ils ne retrouveraient aucun de leurs aliments habituels.

L'expérience-test tentée par deux entreprises de construction à Franceville au milieu de l'année 1972 a mis en lumière les avantages comme les défauts du recours à une main-d'oeuvre aussi éloignée de ses bases, et les limites que ce choix suppose, "la crise d'acclimatement" étant toujours d'autant plus profonde et longue que le pays d'origine est lointain. Cette expérience a cependant mis en lumière les problèmes qui seront soulevés de toute façon si l'on procède à un recrutement exclusif de travailleurs célibataires, tenus éloignés de leur contexte familial.

.../...

---

(1) Raymond Deniel "De la savane à la ville". Aubier éd. 1968 - pp. 42-57

### Conclusion

Le recours à la main-d'oeuvre locale ne peut être envisagé sur une grande échelle, et un appel à la main-d'oeuvre étrangère s'avère indispensable. Cependant, avant de se tourner résolument vers cette dernière solution, une étude prospective s'impose pour dégager les conditions locales réelles de recrutement dans les divers pays de référence. L'improvisation ayant été à l'origine des principales bévues qui ont entaché la construction du Congo-Océan, il serait impardonnable qu'à la lumière de cet exemple célèbre, encore trop vivace dans les mémoires gabonaises, des comportements et des décisions inconsidérées soient prises pour les renouveler dans le cadre de la construction du Transgabonais.

Appendice : La prospection dans le Woleu N'Tem n'ayant pu être réalisée qu'à la suite de la rédaction du présent rapport, il convient d'y apporter quelques précisions.

-----

L'éventail très ouvert des possibilités du Woleu N'Tem (de 400 à 1.400 individus), souligne l'ambiguïté de la notion de "main-d'oeuvre disponible" dans cette région agricole. Il est possible que 1.400 hommes soient tentés de s'embaucher dans une entreprise toute nouvelle, mais le premier chiffre avancé (soit 400) serre de plus près les conditions réelles du recrutement régional.

Les renseignements obtenus auprès des Services de la Main-d'Oeuvre indiquent 167 demandes d'emploi inscrites du 1er janvier au 21 juillet 1973 à Oyem, auxquelles s'ajoutent 44 licenciements récents de l'U.D.E.C. (Union d'Entreprises et de Construction) : soit 211 demandeurs d'emploi au total.

Un sondage sur 1.000 ruraux nous a valu 4 possibilités d'engagement seulement d'hommes d'un âge moyen supérieur à 40 ans !!

La culture cacaoyère étant source de sous emploi temporaire pendant 6 à 7 mois de l'année, explique cette variation du chiffre de main-d'oeuvre potentielle, d'âge moyen très élevé.

Il faut insister sur le fait que les Fang ruraux du Woleu N'Tem considèrent dans les circonstances présentes, le Transgabonais comme une entreprise marginale pour leur région ; ils pensent que cette réalisation ne leur apportera aucun débouché supplémentaire vers Libreville. Ils ne se sentent pas plus concernés que les paysans des régions orientales du pays. Le recrutement risque de ce fait, de s'en trouver d'autant plus affecté, passé un premier temps d'euphorie. D'où l'idée que 1.400 ouvriers "possibles" paraît exagérément optimiste, surtout si les dirigeants agricoles ont à coeur de conserver à la production cacaoyère son niveau actuel et de promouvoir son expansion.